

20 idées exprimées

Jeudi soir, la municipalité dracénoise organisait un Grand débat au complexe Saint-Exupéry. Si la

Pour moitié, les sièges du complexe Saint-Exupéry sont restés désespérément vides jeudi soir. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la réunion locale du Grand débat national n'a pas attiré les foules. Là où, il y a trois semaines encore, il aurait fallu pousser les murs du gymnase pour accueillir confortablement la foule venue assister aux vœux du maire Richard Strambio, il n'y avait cette fois-ci que quelques dizaines d'administrés épars. Est-ce la communication tardive de la municipalité autour de cet événement ou bien le thème, restreint à la fiscalité et aux dépenses publiques, qui a causé cette participation pour le moins passable ? Gageons qu'il s'agit d'un peu des deux. Sans doute saupoudré d'une pincée de désintérêt pour cette initiative présidentielle.

Du reste, deux heures durant, les Dracénois présents n'en ont pas moins tenu le micro pour exprimer leurs idées d'orientations en la matière.

Tour d'horizon.

1 Trouver le moyen d'associer les jeunes au débat

Ça n'a échappé à aucun des participants, et surtout pas à Gérard, premier à prendre la parole : « Nous sommes beaucoup de séniors ici présents et je pense qu'il faudrait trouver le moyen d'associer les jeunes générations à ce débat. Ce n'est pas facile, ils ne sont pas habitués à se réunir dans un cadre tel que celui-ci. Je pense qu'il faut trouver le moyen d'aller les voir. »

2 Abaisser les charges pesant sur les dirigeants

Pierre, gérant d'une TPE, s'indigne des charges sociales pesant sur ses semblables. « Nous sommes soumis à l'Urssaf, à hauteur de 47 % de charges, avec une protection sociale très basse nous obligeant à prendre des complémentaires et autres prévoyances. Nous n'avons pas non plus d'assurance chômage. Pourtant, nous créons beaucoup d'emplois contrairement aux grands groupes qui ont, en ce moment tendance à les détruire. »

3 Améliorer l'efficacité dans les dépenses de l'État

Dire que le déficit public ne peut être réduit que de deux manières : soit en augmentant les impôts, soit en diminuant les dépenses « semble trop binaire », à Michel, qui se pose plutôt « la question l'efficacité de l'État ». Prenant alors l'exemple de l'enseignement en Allemagne, mieux placée dans les tests Pisa (le Programme international pour le suivi des acquis des élèves) et où la dépense est pourtant « de 6 000€ par élèves contre 7 000€ en France ».



Le Grand débat n'a pas mobilisé les foules mais il a mobilisé la discussion pendant plus de deux heures.

(Photos Dylan Meiffret)

Les dernières études de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, qui établit justement le classement Pisa) en la matière montrent néanmoins que la dépense par élèves est, pour un élève du primaire, de 7 395€ en France contre 8 619€ en Allemagne. Cette personne s'appuie sur une étude de l'Institut Thomas-More parue en 2012 et se basant sur des données de 2008. Reste que l'argument de l'efficacité dans les dépenses de l'État demeure valable.

4 Un impôt sur le revenu davantage progressif

Monique, retraitée de la direction générale des finances publiques (DGFP), veut rendre le système fiscal français plus juste via « un impôt sur le revenu beaucoup plus progressif ». C'est-à-dire en « augmentant les taux sur les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales ».

5 Rétablir l'ISF... ou pas

L'ex-fonctionnaire de la DGFP pense également qu'il faudrait « bien entendu rétablir l'ISF qui, même s'il n'était pas parfait rapportait » de l'argent dans les caisses de l'État. « Pourquoi exonérer les riches et faire payer le peuple », se demande-t-elle. Plus tard, un autre intervenant exprime son désaccord : « Remette

l'ISF serait se tirer une balle dans le pied. Soit les entreprises partiront, ou elles ne viendront pas chez nous. Donc au bout du compte on appauvrit le pays. »

6 Baisser la TVA... ou pas

Monique encore : « Il faut réduire l'influence de la TVA, impôt injuste car son impact sur le budget des ménages est inversement proportionnel aux revenus. Il faut donc réduire le taux normal de 20 à 15 % et la supprimer sur les produits de première nécessité. » Quelques instants plus tard, Rebecca, en profession libérale, a un point de vue opposé : « Je ne suis pas certaine que la baisse de la TVA soit une bonne chose. Je ne pense pas qu'elle ait fait ses preuves en restauration où le résultat sur l'emploi laisse particulièrement à désirer. »

7 Faire le nécessaire pour traquer la fraude fiscale

Et toujours : « il faut recruter des centaines de fonctionnaires aux finances afin de traquer les fortunes cachées dans les paradis fiscaux et faire davantage de contrôles ». Christophe, autre inspecteur des finances publiques, actif cette fois, pense également qu'il est judicieux de faire la chasse à la fraude fiscale. « 100 milliards d'euros annuels », précise-t-il avant de donner, selon

lui, les clés du problème : « Supprimer les paradis fiscaux, harmoniser la fiscalité à l'échelle européenne et lever le secret bancaire et d'affaires. »

8 Supprimer ou baisser la CSG pour les retraités

Autre idée de la débordante retraitée : « Les retraités ont souvent travaillé plus de 40 ans, étant actifs, ils ont aidé les vieux. Maintenant, il faut qu'ils aident les jeunes... » André, autre intervenant, proposera, dans la même veine, de revenir sur l'augmentation du taux de la CSG pour les retraités qui n'ont, contrairement aux salariés, « pas bénéficié par ailleurs de baisses de charges ».

9 Taxer davantage le capital et moins le travail

Enfin, Monique voudrait que l'État « taxe plus le capital et moins le travail ». Jugeant outrancier qu'« à l'heure où les salaires stagnent, les versements de dividendes explosent ». In fine, il s'agit de « rediriger davantage les profits vers l'emploi et les salaires. » Une dernière proposition qui a vu la femme être copieusement applaudie par l'assistance.

10 Reverser la CSG aux communes

Une infirmière retraitée propose pour sa part de ne pas toucher à la CSG à condition « qu'elle aille à

nos communes de résidences. » Cette dernière pense notamment à financer ainsi « une cantine avec des repas issus des circuits courts et bio pour les enfants. Ainsi que leurs cahiers, crayons et blouses. »

11 Diminuer le nombre de députés et sénateurs

Cette dernière trouve également « trop important le nombre de parlementaires », lesquelles sont d'ailleurs, à ses yeux, « trop peu présents » à l'Assemblée et au Sénat. Marianne, vendeuse en bijouterie, partage ce point de vue. Jugeant aussi qu'il faut revenir sur la retraite des présidents de la République.

12 Augmenter le budget du ministère de la Justice

Rebecca estime que la dépense publique peut-être diminuée dans certains domaines mais doit également être accrue dans d'autres. Jugeant notamment « le budget du ministère de la Justice est déplorable. »

13 Revaloriser le travail

Selon Daniel, cardiologue, la « pénalisation » du travail et la diminution de sa durée légale ont conduit à « l'accouchement de la pauvreté ». Pour lui, « si la France peut s'en sortir, c'est en travaillant plus. »